

Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Fédération Syndicale Unitaire



Secrétariat National : 54, Rue de l'Arbre Sec – 75001 Paris
Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62
site : www.snpespjj-fsu.org Mél : Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr



Paris, le 22 décembre 2009

L'AC REFUSE LE GEL DES RESTRUCTURATIONS, IMPOSONS LE !

Les réactions de personnels de la PJJ face aux restructurations des services et aux transformations des missions se multiplient actuellement.

- **Jeudi 10 décembre 54 % des personnels d'Indre et Loir et du Loir et Cher étaient en grève** et ont occupé la DD de Tours pour dénoncer la restructuration des UEAJ. Ils ont contraint le collège de direction à mettre cette question à l'ordre du jour et ont argumenté le caractère destructeur de cette réforme.

- **Lundi 14 décembre 2009 une quarantaine de personnels des services d'Ile de France était présente à l'ouverture du CTPIR** qui a été ensuite reporté. Ils ont interpellé le DIR et **exigé l'abrogation de la circulaire sur les activités de jour**, au regard des implications de celle-ci. Ils ont ensuite décidé plusieurs actions au début de janvier, afin de développer une mobilisation qui pourrait se concrétiser fin janvier.

- **Lundi 14 décembre 48 % des personnels d'hébergement, de MO, et d'insertion des Bouches du Rhône étaient en grève** pour s'opposer aux réquisitions de personnels, exiger des effectifs suffisants dans les hébergements, le respect de la norme de 25 en MO, le maintien du service d'insertion. La décision de réquisition du DD pour pallier au manque de personnels, venait s'ajouter à la dégradation des conditions de travail et d'exercice des missions de tous les personnels administratifs et éducatifs de la région. Les personnels ont exigé des mesures immédiates du Directeur qui a finalement renoncé aux réquisitions !

- **Sur la région Grand Ouest**, une AG de mobilisation au Mans suite à une nouvelle annonce modifiant les redécoupages interdépartementaux prévus a été à l'origine d'une action d'envergure. Le SNPES-PJJ et la CGT ont appelé à la grève le 16/12 pour s'opposer aux projets de mutualisation des services administratifs mais aussi de MO, d'insertion, et d'hébergement de la région. Les personnels ont répondu massivement avec **plus de 33 % de grévistes sur la région et des taux de 50 % et plus sur le Finistère, le Morbihan, l'Orne, la Vendée, la Sarthe**. Lors d'une assemblée générale à Rennes, la cinquantaine de personnels présents a décidé : **une adresse à l'ensemble des directions syndicales nationales pour une mobilisation d'ampleur en janvier**, la mise en place de comités de lutte dans tous les départements de la région, un questionnaire sur les restructurations à l'ensemble des personnels (conséquences individuelle et fonctionnelles), un projet de blocage de GAME.

Les personnels en lutte de la région Grand Ouest revendiquent un moratoire pour l'année 2010 concernant les restructurations et interdépartementalités en cours et à venir.

Le Bureau national du SNPES-PJJ-FSU appelle les personnels à multiplier les initiatives dès le début de janvier pour préparer une mobilisation courant janvier où pourront converger l'ensemble des régions sur l'exigence d'un gel des restructurations et réorganisations en cours à la PJJ comme le SNPES-PJJ-FSU, la CGT-PJJ et le SPJJ-UNSA l'ont réclamé au CTPC, le 17/12/2009.